

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 13 – du 27 mars au 2 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LIBAN, NOUVELLE RECHUTE

Après un mois de conflit, que l'État libanais subit malgré lui depuis le 1^{er} mars 2026 et les tirs du Hezbollah sur Israël, les conséquences pour le Liban sont déjà critiques, dépassant celles du précédent conflit. Les destructions, qui avaient représenté un coût direct et indirect de 14 Mds USD lors de la guerre de septembre-novembre 2024, pourraient être encore plus élevées ; le ministère de l'Agriculture estime ainsi qu'1/5^{ème} de la surface agricole du pays est touchée, directement ou non, par le conflit, avec 3/4 des agriculteurs du Sud ayant dû quitter leurs terres, conduisant à des pertes qui s'élèvent jusqu'à 50 % dans certains secteurs (fruits, olives, miel, viande bovine et ovine notamment). Le nombre de déplacés a dépassé le million de personnes, soit plus d'un cinquième de la population du pays, bien plus que le pic de 2024. De même, les prix de l'énergie augmentent sensiblement, avec une hausse de près de 50 % pour le diesel, utilisé pour les générateurs privés, qui sont la principale source de production d'électricité, l'entreprise nationale Électricité du Liban ne fournissant que 6 à 8 heures d'électricité par jour.

Cette situation dégrade l'ensemble des indicateurs macroéconomiques et les finances publiques du pays. Au mois de mars, les revenus de l'État ont diminué de 30 % par rapport à ceux de janvier, alors que les recettes sont censées être plus élevées du fait de la perception des impôts fonciers ; la baisse attendue est même de 50 % pour le mois d'avril, du fait de la diminution de la consommation et de l'incapacité des déplacés à s'acquitter des impôts dus. Les transferts issus de la diaspora devraient aussi diminuer, à hauteur de 20 % en cumulé, alors qu'ils représentent en temps normal quasiment 1/5^{ème} du PIB libanais. La contraction du PIB en 2026 pourrait ainsi être de 12 à 16 %, d'après une récente étude de l'Institute of International Finance (IIF).

Les besoins financiers du Liban vont devenir en conséquence de plus en plus pressants. La balance externe devrait se dégrader fortement, avec la hausse du coût des importations de pétrole et la baisse des flux financiers extérieurs. Les besoins en devises sont d'environ 400 M USD par mois, pour couvrir à la fois les circulaires de la Banque du Liban autorisant les retraits de dollars « frais » et certains transferts notamment sociaux et le paiement des salaires des fonctionnaires. L'idée commence à émerger de solliciter auprès des institutions financières internationales des facilités de paiement, et auprès des pays « amis du Liban » un soutien d'urgence.

Le conflit, enfin, a une incidence sur le calendrier des réformes économiques, pourtant nécessaires à toute perspective de reprise et de croissance durable au Liban. L'objectif de présenter lors des assemblées annuelles de printemps du FMI un cadre budgétaire de moyen terme endossé en conseil des ministres ainsi qu'une loi sur la résolution bancaire amendée et votée paraît aujourd'hui intenable, tant du fait des contraintes macroéconomiques que de l'arrêt *de facto* des travaux au Parlement. Si les équipes des ministères continuent à travailler en temps masqué, la perspective d'un programme FMI s'éloigne, alors même qu'il devient la seule porte de sortie économique pour un pays au bord du gouffre.

LE CHIFFRE À RETENIR

-12 à -16 %

CONTRACTION POSSIBLE
DU PIB 2026 DU LIBAN

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. RÉVISION À LA BAISSÉ DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'ÉGYPTE

Certains [analystes](#) ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'Égypte, reflétant l'impact des tensions régionales sur l'économie. S&P Global Ratings anticipe désormais une croissance du PIB de 4,7 % en 2025/26 (-0,1 pt par rapport aux précédentes prévisions), suivie d'un net ralentissement à 4,2 % en 2026/27 (-0,5 pt), traduisant un effet différé mais durable du conflit. Fitch Solutions (BMI) prévoit de son côté une croissance de 4,9 % en 2025/26 (-0,3 pt) puis un rebond à 5,2 % (-0,2 pt) l'année suivante, suggérant un choc plus temporaire. D'autres institutions convergent vers ce diagnostic, *Oxford Economics* ayant abaissé sa prévision à 4,5 % (-0,4 pt) pour 2026, tandis que la BERD a signalé une révision à venir. Ces ajustements s'inscrivent dans un contexte de pressions accrues liées à la hausse des coûts énergétiques, à la baisse des flux gaziers (-20 %) et à la dépréciation de la livre face au dollar (-14 % depuis le début du conflit), alimentant une inflation plus élevée (jusqu'à 15,8 % en 2026/27 selon S&P) et pesant sur les perspectives de croissance.

2. LE GOUVERNEMENT APPROUVE LE BUDGET 2026/2027

Le gouvernement égyptien a approuvé le projet de [budget pour l'exercice 2026/27](#), fondé sur l'hypothèse d'une accélération de la croissance du PIB à 5,4 %. Il vise un excédent primaire de 5 % du PIB (1 200 Mds EGP, soit 19,1 Mds EUR ; contre 4 % en 2025/26) et une réduction de la dette publique à 78 % du PIB (contre 82,9 %), en ligne avec les engagements pris dans le cadre du programme avec le FMI. Les recettes publiques devraient augmenter de 27,6% (4 000 Mds EGP, soit 63,8 Mds EUR), contre une progression plus modérée des dépenses de 13,2% à (5 100 Mds EGP, soit 81 Mds EUR). Une enveloppe de 832,3 Mds EGP (13,3 Mds EUR) est prévue pour la protection sociale (+12 % en glissement annuel), tandis que 90 Mds EGP (1,4 Md EUR) seront consacrés à des programmes de soutien à l'activité économique. Une hausse historique du salaire minimum, actuellement fixé à 7 000 EGP, est également attendue. En parallèle, le ministre des Finances a annoncé que la croissance du service de la dette serait contenue à 5 %, en deçà de celle des

dépenses, qui représentent encore près de 63 % du budget. Toutefois, des risques d'exécution persistent, notamment liés aux tensions régionales. Le texte doit désormais être soumis au Parlement.

3. UN SECTEUR BANCAIRE SOLIDE SOUTENU PAR DES NIVEAUX ÉLEVÉS DE LIQUIDITÉ ET DE CAPITALISATION

Selon la [Banque centrale d'Égypte](#), le secteur bancaire a maintenu une situation financière robuste à fin 2025, caractérisée par des niveaux de liquidité (79,5 % en devises et 40,3 % en monnaie locale) largement supérieurs aux exigences réglementaires (seuils respectifs de 25 % et 20 %). Le ratio prêts/dépôts s'établit à 66,4 %, traduisant une capacité à soutenir le crédit tout en préservant des marges de liquidité. Les indicateurs de solidité financière demeurent bien orientés, avec un ratio de solvabilité en hausse à 19,6 % (contre 12,5 % requis), un taux de créances douteuses limité à 1,9 % et un taux de couverture élevé (90,2 %). La rentabilité reste soutenue (retour sur fonds propres de 39 %), confirmant la résilience du secteur.

4. LE SALON EGYPTES CONFIRME LES OPPORTUNITÉS DANS LES SECTEURS GAZIER ET PÉTROLIER

Le 30 mars, le président Abdel Fattah El-Sissi a [inauguré](#) la 9^{ème} édition de l'*Egypt Energy Show* (EGYPES), premier salon énergétique du pays à portée régionale, dans un contexte marqué par des incertitudes accrues en matière de sécurité énergétique liées au conflit au Moyen-Orient. À cette occasion, les autorités égyptiennes ont notamment salué la coopération de l'Égypte avec les grandes compagnies énergétiques, se félicitant d'une nouvelle dynamique de confiance rétablie, et réaffirmant l'engagement du pays à régler l'ensemble des arriérés d'ici juin 2026. Pour faire face aux difficultés d'approvisionnement en gaz, les autorités ont également appelé les majors internationales à intensifier leurs efforts d'exploration et de production, afin de permettre un rebond de la production domestique d'hydrocarbures, tout en poursuivant les efforts de transition énergétique. Plusieurs accords et protocoles d'entente ont été signés dans les secteurs du gaz, des énergies renouvelables et de l'hydrogène, dont un accord bilatéral cadre entre l'Égypte et Chypre, en présence du président chypriote, visant à confirmer les

principes de la valorisation en Égypte des gisements gaziers au large de Chypre (projet Cronos, porté par TotalEnergies et ENI, et projet Aphrodite par Chevron). La présence des entreprises françaises sur le salon était également notable (TotalEnergies, Technip, Axens Solutions, Schneider Electric et Bureau Veritas).

5. MISE EN PLACE D'UN PLAN DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Dans le contexte de tensions croissantes sur l'approvisionnement énergétique, le gouvernement égyptien a mis en place dès le 28 mars 2026 un plan de sobriété. Ce [dispositif](#) repose sur plusieurs mesures contraignantes, dont la fermeture anticipée des commerces (21h en semaine, 22h le week-end, pour une durée initiale d'un mois), la réduction de l'éclairage public et l'extinction des panneaux publicitaires. Son périmètre d'application demeure toutefois partiellement circonscrit, plusieurs secteurs essentiels (alimentation, santé) et zones touristiques (Sinaï Sud, Louxor, Assouan, Hurghada, Marsa Alam) bénéficiant d'exemptions. Le plan prévoit également la fermeture des administrations à 18h et l'instauration du télétravail obligatoire le dimanche dans les secteurs public et privé. En parallèle, les autorités ont acté un ralentissement temporaire (deux mois) des grands projets d'infrastructure. Par ailleurs, les tarifs des transports publics augmentent (17 % pour les bus, jusqu'à 25 % pour le métro et le rail), sur fond de tensions persistantes sur les prix alimentaires. Afin d'atténuer les effets sociaux, le gouvernement a annoncé une revalorisation du salaire minimum, ainsi que plusieurs mesures d'auto-restrictions (réduction des déplacements officiels, annulation d'événements publics, baisse de 30 % des dotations en carburant des entités publiques).

IRAN

1. EXPORTATION DE PÉTROLE VERS L'INDE

Malgré les sanctions et le conflit, l'Inde s'apprête à importer sa première cargaison de pétrole brut iranien après une interruption de sept ans. Le prix de cette cargaison a été négocié à **100 dollars le baril**, soit une hausse de 40 dollars environ par rapport au prix du brut iranien avant la guerre.

2. LES ACIÉRIES IRANIENNES BOMBARDÉES

L'industrie iranienne de l'acier a subi des dommages majeurs suite aux frappes aériennes des derniers jours. Le complexe de "Foulad Mobarakeh" à Ispahan, l'un des plus grands producteurs d'acier du pays, a été ciblé à plusieurs reprises, endommageant ses centrales électriques et la moitié de ses lignes de production. D'autres aciéries ont été touchées, notamment "Foulad Sefiddasht", "Foulad Khuzestan" et "Foulad Atieh Khalij Fars". L'impact économique et social des destructions causées est important : la seule entreprise Foulad Khuzestan emploie plus de 15 000 travailleurs dont les moyens de subsistance sont menacés par l'arrêt des opérations. Les autorités des provinces touchées annoncent des plans d'urgence pour relancer la production dès la semaine prochaine et demandent un gel des pénalités bancaires et des coupures d'énergie pour les entreprises frappées, afin d'éviter des faillites massives.

3. L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE IRANIEUNE ÉGALEMENT CIBLÉE

De nombreuses infrastructures de santé et de production de médicaments ont également été frappées. Selon l'Organisation de l'alimentation et des médicaments, 24 unités industrielles du secteur ont subi des dommages. Cela inclut 8 sociétés de distribution à Téhéran, Hamedan, Ispahan, Ahvaz et Bandar Abbas, ainsi que 14 unités de production et 2 usines d'équipements médicaux. L'usine "Towfiq Darou", un producteur incontournable de matières premières pour les médicaments – en particulier dans le domaine oncologique – a été complètement détruite par des frappes, anéantissant ses unités de production mais aussi ses capacités de recherche et développement. Ces attaques ont également coûté la vie à 11 professionnels de l'industrie pharmaceutique. Malgré ces pertes matérielles et humaines, les autorités affirment que la chaîne d'approvisionnement du marché de sera pas rompue.

ISRAËL

1. LE PARLEMENT ADOPTE LE BUDGET 2026 RENFORÇANT CONSIDÉRABLEMENT LES DÉPENSES DE DÉFENSE

La Knesset a adopté à 36h de l'échéance réglementaire le budget 2026, par 62 voix contre 55. Les dépenses budgétaires prévues pour l'année atteignent 699 Mds ILS (222 Mds USD), un plus haut historique. Après de multiples relèvements, le budget prévu pour la défense atteint 143 Mds ILS, soit 20,5 % du budget national. Il dépasse désormais celui de l'éducation (112 Mds ILS) et n'est précédé que par le service de la dette (152 Mds ILS). Le plafond maximal de dépenses (ajoutant au budget des lignes contingentes, sous réserve de rentrées fiscales, ainsi que la part 2026 de programmes pluriannuels) atteint quant à lui 850,6 Mds ILS. Selon ce même critère, les dépenses de défense budgétées pourraient être augmentées de 22 Mds ILS au titre des dépenses contingentes et de 82,3 Mds pour les programmes à long terme, soit un plafond potentiel de 247,3 Mds ILS (soit 29,1 % du plafond maximal de l'ensemble des dépenses budgétaires). Ce montant record du budget de la défense (en hausse de 120 % par rapport au niveau de 2023, avant le 7 octobre) est en partie financé par une coupe globale de 3 % sur l'ensemble des autres lignes budgétaires.

2. CHUTE ATTENDUE DU PIB DE 9,5 % AU 1^{ER} TRIMESTRE ET RÉVISION À LA BAISSÉ DE LA CROISSANCE POUR 2026

Le ministère des Finances table sur un recul du PIB de 9,5 % en glissement annuel (2,5 % en glissement trimestriel) au 1^{er} trimestre. Il a également révisé sa prévision de croissance pour 2026, qui serait désormais comprise entre 3,3 et 3,8 % sur l'ensemble de l'année, et entre 5,3 et 6,1 % pour 2027.

3. LA BANQUE CENTRALE RÉVISE À LA BAISSÉ SA PRÉVISION DE CROISSANCE POUR 2026

La Banque centrale a abaissé de 5,2 à 3,8 % sa prévision de croissance pour 2026, mais a remonté celle de 2027 de 4,3 à 5,5 %. Cette révision a été réalisée sous l'hypothèse d'un conflit ne s'étendant pas au-delà de fin avril. Selon elle, le déficit budgétaire devrait par ailleurs s'établir à 5,3 % du PIB en 2026 avant de redescendre à 4,4 % en 2027. La dette publique atteindrait enfin 70,5 % du PIB fin 2026 comme fin 2027.

4. FITCH MAINTIENT LA NOTE SOUVERAINE D'ISRAËL MALGRÉ LA GUERRE

L'agence de notation a maintenu sa notation A (perspective négative) du pays, en dépit de la guerre et des dépenses de défense associées, faisant progresser tant le déficit que la dette publique et obérant les perspectives de croissance. Fitch a justifié sa décision par la persistance de facteurs compensateurs, notamment la diversification de l'économie et sa capacité de rebond à l'issue du conflit.

5. LES ENTREPRISES DE LA TECH AFFECTÉES PAR LA GUERRE

L'Autorité israélienne de l'innovation a mené une enquête auprès de 640 entreprises technologiques israéliennes durant la 3^{ème} semaine de conflit. Selon ces sociétés, les effets de la guerre se font plus particulièrement ressentir sur les levées de fonds (71 % des entreprises concernées), les mobilisations du personnel comme réservistes (48 %) et les lancements de nouveaux produits (42 %). Les difficultés d'approvisionnement ne sont évoquées que par 20 % des répondants.

JORDANIE

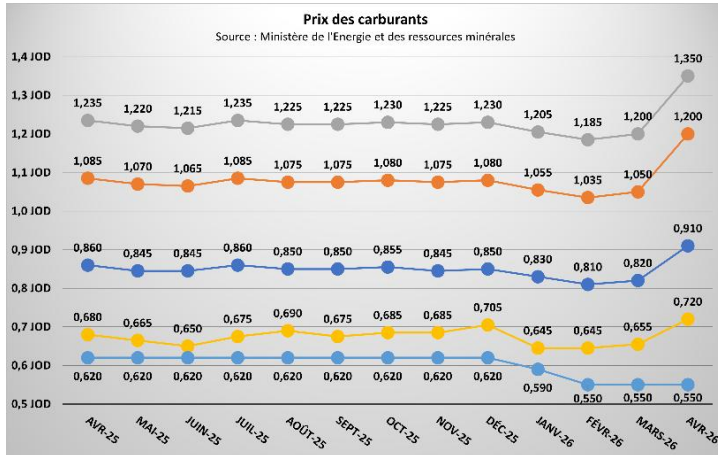
1. HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS

Malgré les déclarations cette dernière semaine de différents membres du gouvernement et autorités jordaniennes sur le gel des prix du carburant, la commission de fixation des prix du ministère de l'Énergie et des Ressources minérales a finalement annoncé une révision à la hausse des tarifs pour le mois d'avril.

- **Diesel** : 0,720 JOD (1,02 USD) le litre (+0,07 JOD / + 0,09 USD)
- **SP 90** : 0,910 JOD (1,28 USD) le litre (+0,09 JOD / + 0,13 USD)
- **SP 95** : 1,200 JOD (1,69 USD) le litre (+0,15 JOD / + 0,21 USD)
- **SP 98** : 1,350 JOD (1,90 USD) le litre (+0,15 JOD / + 0,21 USD)
- **Kérosène** : 0,550 JOD (0,78 USD) le litre (prix inchangé)

Ces augmentations (+10 % en moyenne) ne reflètent toutefois pas totalement l'évolution des cours

mondiaux, l'État jordanien absorbant 63 % de la hausse des coûts du SP90, 45 % pour le SP95, 86 % pour le diesel et 100 % pour le kérosène.



2. MESURES POUR MAÎTRISER LES DÉPENSES PUBLIQUES

Le gouvernement a annoncé une rationalisation des dépenses publiques, alors que les mesures adoptées pour limiter les effets de la guerre sur l'économie jordanienne devraient affecter les finances publiques. Le conseil des ministres a ainsi suspendu pendant deux mois les déplacements des autorités jordanienes à l'étranger et l'accueil officiel de délégations étrangères. Les administrations publiques seront également contraintes de faire des économies d'énergie, en termes de transport et de chauffage notamment.

3. AMMAN, SIÈGE DU FUTUR BUREAU RÉGIONAL DU FONDS VERT POUR LE CLIMAT

Le Fonds vert pour le Climat (*Green Climate Fund - GCF*) a retenu la Jordanie pour accueillir son nouveau bureau régional. Basé à Amman, ce bureau couvrira le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale et vise à faciliter l'accès au financement climatique, renforcer les partenariats régionaux et soutenir la mise en œuvre de projets conjoints. Plusieurs projets nationaux sont soutenus par le GCF, en particulier le projet *National Conveyor* porté par le consortium Merdiam-Suez.

LIBAN

1. LE LIBAN EST LE 55^{ÈME} PAYS LE PLUS CHER EN MATIÈRE D'INTERNET MOBILE

Selon l'Union internationale des télécommunications, institution spécialisée des Nations Unies, le prix d'un paquet de 2 GB de données mobiles au Liban rapporté au revenu national brut y serait le 7^{ème} plus élevé parmi les 20 pays arabes. Équivalent à 2,5 % du RNB, en augmentation de 40 pdb par rapport à l'année dernière, le coût du service place le Liban au-dessus de la moyenne régionale, de 2 %, et à la 55^{ème} place dans le monde, sur 205 pays évalués.

2. FORTE HAUSSE DU NOMBRE DE TOURISTE EN 2025

Les arrivées touristiques au Liban ont fortement rebondi en 2025, atteignant 1,6 M de visiteurs, soit une hausse de 45 % par rapport à 2024, année marquée par la guerre, mais restant légèrement en deçà du niveau de 2023. La fréquentation a culminé durant l'été, notamment aux mois de juillet et août, ainsi qu'en décembre.

Les visiteurs européens, dont l'afflux a été particulièrement marqué sur l'année (+61 %), demeurent la principale clientèle (46 % du total), suivis de ceux en provenance des pays du Golfe (22 %).

Ces bonnes performances contrastent avec la faible fréquentation touristique du pays depuis le déclenchement de la guerre en 2026 : selon les premières estimations, le taux d'occupation hôtelier s'établirait autour de 10 %.

3. LA GUERRE EN IRAN IMPACTE DUREMENT LES PRIX DES PRODUITS ESSENTIELS POUR LES MÉNAGES

Selon les derniers chiffres publiés par le ministère de l'Économie, les prix des produits essentiels à la consommation des ménages ont sensiblement augmenté depuis cinq semaines avec le début de la guerre en Iran et au Liban. Le coût hebdomadaire du panier alimentaire a augmenté de 1,1 M LBP (+4,4 %) à 25,8 M LBP. Les prix des fruits (+29,6 %), des légumes (+20,7 %) et des viandes (+10 %) ont connu les hausses les plus importantes. Ces produits étant en grande partie issus des importations, la hausse de leurs prix est due à une hausse du coût du transport maritime

(passant en moyenne de 2 500 à 4 500 USD), des polices d'assurance couvrant le risque de guerre (pour certaines multipliées par 4), du diesel (+86 %). Par ailleurs, les ménages doivent aussi composer avec la hausse des prix du mazout (utilisé pour le fonctionnement des groupes électrogènes) qui dépassent les 66 % et du gasoil pour les véhicules (+31 %).

PALESTINE

1. BUDGET 2026 : GÉRER LA CRISE SOUS CONTRAINTE

Le président Mahmoud Abbas a promulgué un décret-loi instaurant un budget d'urgence pour 2026, dans un contexte de crise financière aggravée par la poursuite des retenues sur les recettes de compensation et la baisse de l'aide extérieure. Ce budget vise à assurer le minimum de fonctionnement des institutions publiques et à préserver la stabilité économique et sociale, en concentrant les ressources sur les secteurs essentiels : santé, éducation, sécurité et protection sociale.

Les recettes nettes sont estimées à 15,7 Mds ILS (5 Mds USD) en 2026, en légère hausse de 2,5 %, mais restent inférieures aux niveaux d'avant-crise et fortement dépendantes des recettes de compensation. En parallèle, les dépenses totales ont été réduites de 5,8 % par rapport à 2025, avec une rigidité persistante liée aux salaires (près des deux tiers des dépenses courantes) et une forte contraction des dépenses de développement.

Le déficit devrait atteindre 3,8 Mds ILS (1,2 Md USD) avant aides et 1,2 Md (380 M USD) après, mais pourrait s'élever à 11,86 Mds ILS (3,8 Mds USD), soit 18,9% du PIB. L'aide extérieure reculerait de -21 % à 2,55 Mds ILS (810 M USD).

2. GAZA : LES FRAIS POUR L'ENTRÉE DE BIENS HORS COORDINATION OFFICIELLE DÉPASSENT 1,5 M USD

La Chambre de commerce et d'industrie de Gaza a révélé que les montants versés pour les « coordinations non-légales (« *non legal coordination* »), qui permettent de faire entrer des biens essentiels sur le territoire sans coordination préalable avec les autorités israéliennes, ont dépassé 1,5 M USD depuis le début de la guerre.

Selon des agences des Nations Unies, notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), ces limitations ont entraîné une chute importante des flux de marchandises, largement en dessous des besoins de la population, favorisant une pénurie structurelle et une forte hausse des prix.

Cette rareté aggrave la vulnérabilité économique des ménages et des commerçants. La Chambre souligne que la levée des restrictions et la transparence des mécanismes d'importation sont essentielles à toute reprise, tandis que l'ONU insiste sur un accès humanitaire suffisant pour éviter une aggravation de la crise.

3. COUT DES PROCHAINES ÉLECTIONS LOCALES EN PALESTINE ESTIMÉ À 8 M USD

La Commission électorale centrale a annoncé que les élections locales prévues le 25 avril concerneront 1,04 M d'électeurs, soit 67 % du registre électoral, répartis dans 184 collectivités sur 421. Le processus mobilisera environ 11 000 employés, avec un coût total estimé à 8 M USD, dont près de 70 % consacrés aux salaires et indemnités.

Le scrutin comprend 91 conseils municipaux (324 listes) et 93 conseils villageois (1 358 candidats), tandis que 197 collectivités seront attribuées par acclamation et 40 sans candidats. La campagne électorale débutera le 10 avril pour une durée de 14 jours.

Des critiques ont été émises par des organisations de la société civile, notamment la Coalition AMAN pour la transparence, qui appelle à une meilleure gestion des fonds publics et à plus de transparence dans un contexte de crise financière.

SYRIE

1. MESURES DU MINISTÈRE DES FINANCES POUR AMÉLIORER LA COLLECTE FISCALE

Le ministère des Finances syrien a pris fin mars deux décisions visant à améliorer la collecte fiscale, renforcer la liquidité disponible pour le Trésor public et soutenir la stabilité de la monnaie. La décision n° 422 instaure la perception d'un acompte fiscal de 2 % sur la valeur des factures d'importation déclarées en douane, imputable sur l'impôt annuel sur le revenu de l'importateur, sous un certain seuil. Ce taux est

calculé sur la valeur totale de la facture, incluant frais et charges, à l'exclusion de la taxe sur la consommation le cas échéant.

La décision n° 421 impose la présentation d'un certificat de régularité fiscale pour toute opération d'importation. Ce document, délivré par l'administration fiscale, devient une condition préalable au dédouanement. Les certificats auront une validité comprise entre trois mois et un an, selon des critères à définir.

2. ARRIVÉE DE CAMIONS-CITERNES IRAKIENS AU PORT PÉTROLIER DE BANIAS

En vue de diversifier les perspectives d'exportations d'hydrocarbures d'Irak et dans une stratégie de réactivation du rôle de la Syrie comme corridor énergétique régional, des convois de carburant sont

entrés en Syrie *via* le poste-frontière d'al-Tanf le 1^{er} avril, en direction du port pétrolier de Banias. Les cargaisons, de près de 300 camions-citernes, seront stockées puis transférées vers le terminal maritime pour être exportées vers les marchés internationaux.

3. INITIATIVES AVEC LE RÉSEAU AGA KHAN POUR AMÉLIORER L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Le 26 mars, le ministère syrien de l'Énergie et le réseau Aga Khan ont signé un protocole d'accord pour améliorer les projets d'eau et d'assainissement, notamment dans le gouvernorat de Hama. L'accord, qui s'inscrit dans un programme plus large d'investissements à hauteur de 100 M EUR pour 2026-2027, prévoit la modernisation des infrastructures, la réhabilitation des réseaux, la construction de stations de pompage et l'installation de réservoirs.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

| | SOURCE | ÉGYPTE | IRAK | IRAN | ISRAËL | JORDANIE | LIBAN | PALESTINE | SYRIE |
|-------------------------------------|--------------------------|--------|------|------|--------|----------|-------|-----------|-------|
| POPULATION (MILLIONS) – 2025 | FMI / WEO | 118,3 | 46 | 86,7 | 10,2 | 11,5 | 5,8 | 5,6 | 25,6 |
| PIB (Mds USD) – 2025 | FMI / WEO | 349 | 265 | 376 | 665 | 62 | 28 | 14* | 21* |
| PIB / HAB. (USD) – 2025 | FMI / WEO | 3190 | 5830 | 4250 | 67000 | 5356 | 4470 | 2593* | 869* |
| CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025 | FMI / WEO | 4,4 | 0,5 | 0,3 | 3,1 | 2,7 | -7,5 | -26,6* | -1,5* |
| SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025 | FMI / WEO | -7,2 | -6,3 | -4,3 | 4,9 | -5,3 | 0,4 | -9,5* | -3,1* |
| DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025 | FMI / WEO | 84 | 53,1 | 36,4 | 70 | 83,4 | 114 | 86* | n/a |
| RATING COFACE 2025 | COFACE | C | E | E | A4 | C | D | n/a | n/a |
| INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%) | STATISTIQUES OFFICIELLES | 11,9 | -1,2 | 60 | 1,8 | 1,1 | 15,3 | 48,9 | 15,2 |
| PMI MENSUEL | STATISTIQUES OFFICIELLES | 49,8 | n/a | 39,4 | 50,2 | n/a | 50,6 | n/a | n/a |
| EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025 | DOUANES FRANÇAISES | 1838 | 418 | 231 | 1885 | 1240 | 540 | 30 | 30 |
| IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025 | DOUANES FRANÇAISES | 1214 | 1556 | 51 | 1410 | 60 | 93 | 4 | 4 |

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024-2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr